CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

REVUE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Affiliée à la Fédération Nationale André Maginot - Groupement N°31
Toutes les générations du feu

DOSSIER

Bataille de la Somme
1er juillet -
18 novembre 1916

Pages 5 à 14

N° 332
JUIN 2018
2ème trimestre

CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE

ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Fondée en 1919. Déclarée conformément à la loi du 1-VII-1901. Approuvée par le ministre de l'Intérieur. Reconnue d'utilité publique : décret du 22 avril 1963. Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Gr. 31

Comité d'honneur :
Général d'armée (2S) Bertrand Ract-Madoux, Amiral (2S) Alain Oudot de Dainville, Général d'armée (2S) Denis Favier, la Ville de Paris

Présidents d'honneur :
Général (2S) Jacques Larchet
Chef d'escadrons (H) François Castanier

Président national :
Michel Bachette-Peyrade
Vice-Présidents :
Alain Bonnet, Daniel Gyre
Secrétaire général :
Emmanuel Montanié
Trésorière nationale :
Jacqueline Combémorel
Chancelier :
Christian Bayol
Conseil d'administration :
Yves Allanet, Alain Artisson, Michel Bachette-Peyrade, Christian Blondel, Alain Bonnet, Michel Bugeaud, François Castanier, Pierre Castillon, Jacqueline Combémorel, Jean Folia, Daniel Gyre, Emmanuel Montanié, Loïc Salmon, Fabrice Tedoldi (conseiller technique).

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :
A.N.C.G.V.M.
Hôtel national des Invalides
Cour d'honneur escalier G
129, rue de Grenelle - 75700 PARIS CEDEX 07

TRÉSORIÈRE NATIONALE :
Jacqueline Combémorel - 01 44 42 38 47
Courriel : tresoriere.ancgvm@sfr.fr

PERMANENCE SECRÉTARIAT :
mardi, mercredi et jeudi 9h30-16h00
Charlette Dumont - 01 44 42 38 47
Courriel : ancgvm@sfr.fr

SOMMAIRE

- ÉDITORIAL 3
- INFORMATIONS SERVICES 4
- DOSSIER 5

La bataille de la Somme 1er juillet-18 novembre 1916

(c) Ministère des Armées

- HISTOIRE 15
- CULTURE 18
- VILLES, INSTITUTIONS CIVILES ET UNITÉS DÉCORÉES 19
- VIE DES SECTIONS 26
- CARNET 31

Des informations complémentaires sur la Défense, renouvelées périodiquement, sont accessibles sur le **site internet** :

www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr

« Croix de guerre et Valeur militaire »

« Valeur Militaire »

REVUE CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE
Directeur de la publication : *Michel Bachette-Peyrade*
Rédacteur en chef : *Loïc Salmon* - 01 44 42 38 47 - Courriel : bulletincgvm@sfr.fr
Secrétaire de rédaction : *Nelly Gosselin*

Imprimerie : Centr'Imprim 36101 Issoudun Cedex
Dépôt légal N°2018_060006
Commission paritaire N° 0321 A 06885
I.S.S.N. 1247-9918

ÉDITORIAL

Chers amis,

Je suis heureux de m'adresser à vous à l'occasion de ce nouveau numéro de votre revue "Croix de guerre & Valeur militaire".

La rubrique « Institutions décorées » traite aujourd'hui de l'Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie, l'une des grandes écoles civiles décorées de la croix de Guerre 1939-1945. Le dossier de ce numéro porte sur la bataille de la Somme en 1916, l'équivalent de celle de Verdun pour la Grande-Bretagne.

Après deux mois d'interruption accidentelle, le site de l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire est à nouveau disponible depuis le 11 juin, sous une forme plus moderne avec une meilleure facilité de navigation. Je vous rappelle que le site met périodiquement en ligne des articles courts et des analyses sur la défense d'aujourd'hui. Il complète donc notre revue et nous permet, avec notre présence sur les réseaux sociaux facebook et twitter, d'atteindre un public plus large et plus jeune, car très connecté à internet.

Par ailleurs, la loi de programmation militaire 2019-2025 a été définitivement adoptée par le Parlement. Suite à la « Revue stratégique 2017 », la France se donne ainsi les moyens de tenir son rang en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des nations unies. Ce statut diplomatico-militaire, hérité de la seconde guerre mondiale, lui confère des responsabilités dans les affaires du monde.

Enfin, je vous annonce que notre congrès national aura lieu les 17 et 18 novembre 2018 à Verdun. Un encart spécial sera inséré dans notre revue de septembre. Le congrès sera précédé le vendredi 16 novembre par un colloque national dédié aux villes et communes décorées au cours ou à l'issue des deux guerres mondiales. Ce colloque se tiendra à Bar-le-Duc et est organisé par notre association en liaison avec le Service historique de la défense. Il sera le précurseur des cérémonies qui marqueront en 2019 le centenaire de notre association nationale.

Je souhaite à chacun d'entre vous ainsi qu'à vos proches une bonne période estivale.

Bien fidèlement.

Colonel Michel BACHETTE-PEYRADE,

président national

Boutique ANCGVM

A régler par chèque bancaire à l'ordre de : **ANCGVM**

A adresser à l'Association Nationale des Croix de Guerre et de la Valeur Militaire
Hôtel national des Invalides, 129 rue de Grenelle, 75700 PARIS CEDEX 07

Auto-collants voiture
2 Euros l'unité

Jeux de cartes : 5 Euros l'unité (rouge ou verte)

Cravate :
20 Euros

Plaquette
1914-1918
15 Euros

Pin's
5 Euros l'unité

Médaille
ANCGVM
30 Euros

Coupelle
ANCGVM
35 Euros

Ces prix sont hors frais de port.
Se renseigner auprès du secrétariat. Tél : 01 44 42 38 47

LA BATAILLE DE LA SOMME

1er juillet - 18 novembre 1916

Uniquement terrestre, la bataille de la Somme est la deuxième opération conjointe franco-britannique de la première guerre mondiale après celle, maritime et terrestre, des Dardanelles de 1915 (*voir revue N°324 de juin 2016).*

Arme nouvelle, le char d'assaut apparaît pour la première fois sur le champ de bataille. Autre innovattion, le cinéma est utilisé à des fins de propagande et inclut des images tournées lors des premiers jours de la bataille.

Après 141 jours de combat, le bilan humain est extrêmement lourd pour chaque camp. Les Français déplorent plus de 200.000 hommes hors de combat, dont près de 40.000 morts et 27.000 disparus, les Allemands près de 440.000 hommes et les Britanniques 420.000 hommes, dont 130.000 morts et 78.000 disparus. La carte ci-dessous présente la répartition des unités alliées et des lignes de défense allemandes au 1er juillet 2016.

Le contexte stratégique ***p.6***

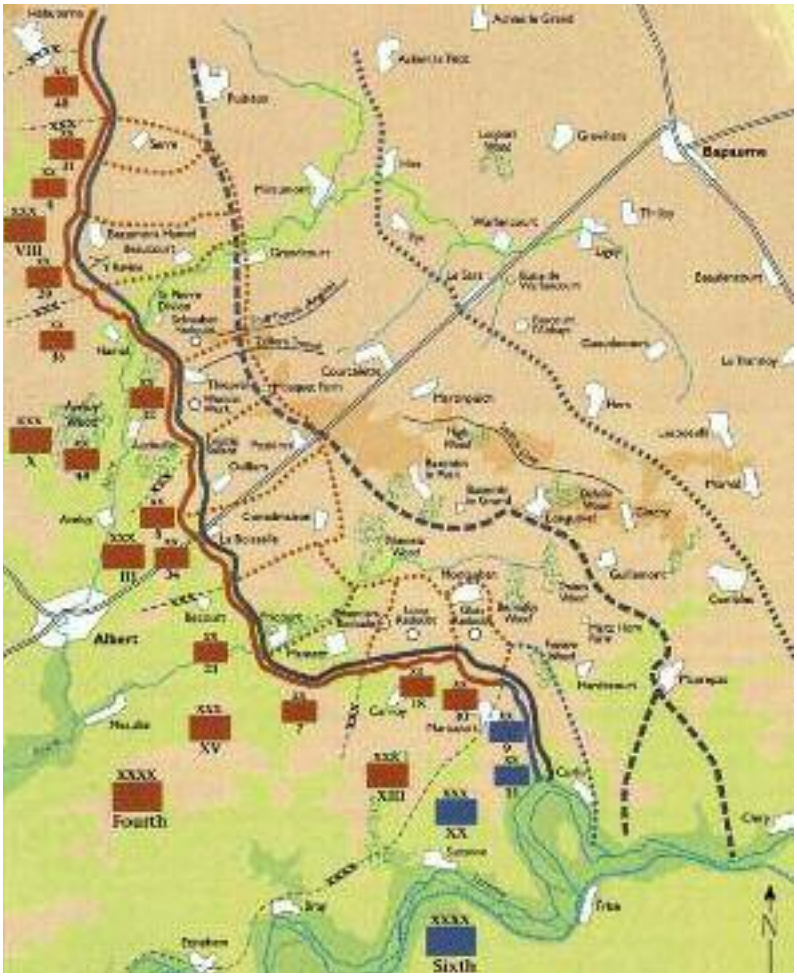
1916, l'année décisive ***p.7***

Une planification contrariée ***p.9***

Le soutien logistique ***p.12***

Un apprentissage dans la douleur ***p.13***

Dossier réalisé par le capitaine de corvette Jérôme Pezot, officier stagiaire de l'Ecole de guerre (2017-2018)



Présentation de la répartition des unités alliées et des lignes de défense allemandes. En rouge : front britannique ; en pointillé rouge : objectif des forces britanniques. En bleu : front français ; en pointillé bleu : objectif des forces françaises. En noir : front allemand ; en pointillé noir : 2ème et 3ème lignes des forces allemandes. (« The First World War, the Western Front 1914-1916 » de Peter Simkins)

Le contexte stratégique

Une opération conjointe franco-britannique

Fin 1915, le bilan allié est mitigé. Les offensives françaises en Artois et en Champagne ont été coûteuses et n'ont pas atteint les objectifs de rupture du front espérés.

Les combats d'Ypres et de Loos, côté britannique, ont également durement éprouvé le Corps expéditionnaire britannique (British Expeditionary Force, BEF). La bataille des Dardanelles s'avère être un cuisant revers qui coûte sa place de Premier lord de l'Amirauté à Winston Churchill. Du côté du front de l'Est, l'année n'a pas été plus décisive. Enchaînant retraite en bon ordre et contre-offensives, la Russie a réussi à stabiliser la situation sur une ligne Baltique-Dniestr. Mais elle a définitivement perdu la totalité de la Pologne et elle a subi des pertes importantes (l'équivalent de la moitié de son corps de bataille). En conséquence, sa capacité à reprendre l'initiative n'est pas espérée avant mi-1916.

L'espoir de percer le front et de sortir de la situation figée reste cependant toujours de mise. Pour établir une stratégie sur l'année à venir, les Alliés de la Triple Entente (France, Grande-Bretagne et Empire russe) se réunissent à Chantilly, du 6 au 8 décembre 1915. Le général Joseph Joffre, toujours auréolé de son statut de sauveur de la victoire de la Marne malgré les derniers échecs, y retrouve le nouveau commandant en chef de la BEF, Sir Douglas Haig. Ce dernier vient remplacer Sir John French, limogé après l'échec de la bataille de Loos (septembre 1915). Une stratégie globale y est adoptée sur la base de deux principes : coordonner les offensives alliées à venir entre les différents théâtres ; réduire la marge de manœuvre des empires centraux (Empire allemand, Empire austro-hongrois, Empire ottoman et royaume de Bulgarie) leur interdisant les transferts de forces entre les différents fronts.

Les Alliés conviennent donc de lancer une série d'offensives concomitantes à l'été sur chacun des théâtres Est, Ouest et italien. Les Franco-Britanniques assureront leur partie du contrat par un effort sur la Somme, à la charnière de la BEF et de la VIème Armée française. Conscient de la fragilité de la BEF, Haig se place dès le début en « junior partner » au côté des Français.

La bataille de Verdun va cependant venir inverser la situation. En effet, au fur et à mesure que les divisions françaises vont se jeter dans le chaudron meusois, la BEF va devoir peu à peu supporter l'effort principal.

Sir Douglas Haig, commandant en chef de la BEF fin 1915 (à gauche) et le général Joseph Joffre, généralissime français jusqu'en 1916.

1916, L'ANNÉE DÉCISIVE

La rupture

Janvier 1916, après 18 mois d'affrontements, ni les Alliés, ni les Empires centraux n'ont été capables d'emporter la décision. Pour les uns comme les autres, 1916 se présente comme une année décisive. Conçue pour la première fois comme une opération conjointe, l'offensive dans la Somme doit permettre aux Franco-Britanniques d'enfoncer les lignes allemandes et reprendre l'initiative sur le front. Elle doit surtout faire sortir les Alliés d'une guerre de tranchées à laquelle ils n'étaient absolument pas préparés.

Prenant les Alliés de vitesse, l'offensive allemande sur Verdun en février 1916 bouleverse profondément ces plans. De plus en plus cantonnés à la défense de la ville, les Français laissent peu à peu la main à leur partenaire britannique qui se remet alors difficilement des pertes subies les mois précédents. De percée décisive, l'opération commencée au début de l'été prend de plus en plus l'aspect d'une manœuvre de grande ampleur visant à distraire les ressources allemandes de la Meuse.A compter du 1er juillet, et jusqu'au 18 novembre 1916, les Britanniques attaquent avec acharnement des positions fortement défendues. Laissant plusieurs dizaines de milliers d'hommes sur le terrain dès le premier jour, la British Expeditionary Force (BEF), conduite par Sir Douglas Haig, n'enregistre que des résultats limités. Pas assez préparée et en pleine mutation et face à un ennemi déterminé et profondément retranché, la refondation de l'armée britannique se fait dans la douleur. Alors que la bataille se solde par la perte de plusieurs centaines de milliers d'hommes de part et d'autre pour des gains de quelques kilomètres, les sacrifices consentis par les "Tommies" ainsi que les horreurs vécues durant ces mois élèvent définitivement l'offensive de la Somme au rang de la bataille de Verdun dans la conscience collective britannique.

Affiche de recrutement pour la BEF en 1915. Collection personnelle Peter Simkins.

BEF, LA CONSCRIPTION

L'armée britannique qui doit se lancer à l'assaut de la Somme aux côtés des Français diffère profondément de celle qui s'est engagée dans le conflit en 1914. En août 1914, l'armée britannique envoyait 4 divisions en France. En juin 1916, la BEF est composée de près d'un million d'hommes soit 43 divisions (dont 5 de cavalerie), notamment par le recours à la conscription sous l'impulsion du ministre de la guerre, lord Kitchener.

Cette montée en puissance impressionnante ne s'est cependant pas faite sans douleur. Au même titre que l'armée française qui perd plus de 600.000 hommes sur la même période, les 18 premiers mois de guerre ont coûté 512.000 hommes à la BEF qu'il s'agit de remplacer. Au-delà d'une simple question d'effectifs, il s'agit surtout de remplacer des militaires aguerris d'une armée professionnelle par des conscrits sans aucune expérience. La « New Army » de 1916 présente ainsi un visage très différent de celle de 1914. L'encadrement souffre de la perte des militaires expérimentés. Et même si les nouvelles recrues se montrent très enthousiastes, l'Army manque de moyens pour les équiper et les former. De ce fait, leur montée au front n'est pas prévue avant fin 1916. Par ailleurs, les capacités en artillerie ne sont pas encore suffisantes pour la guerre de tranchée : quantité limitée de pièces et instruction des artilleurs à parfaire. Enfin, la logistique n'a pas, elle non plus terminé sa transformation : initialement conçue pour une armée de 100.000 hommes, elle peine encore à assurer le ravitaillement. Dès lors, si l'armée britannique peut s'engager massivement sur la Somme, son niveau n'est pas encore équivalent à celui de l'armée française. Conscient de cette situation, il s'agit bien pour Haig d'appuyer au mieux les Français, mais pas encore d'assumer l'effort principal de la bataille.

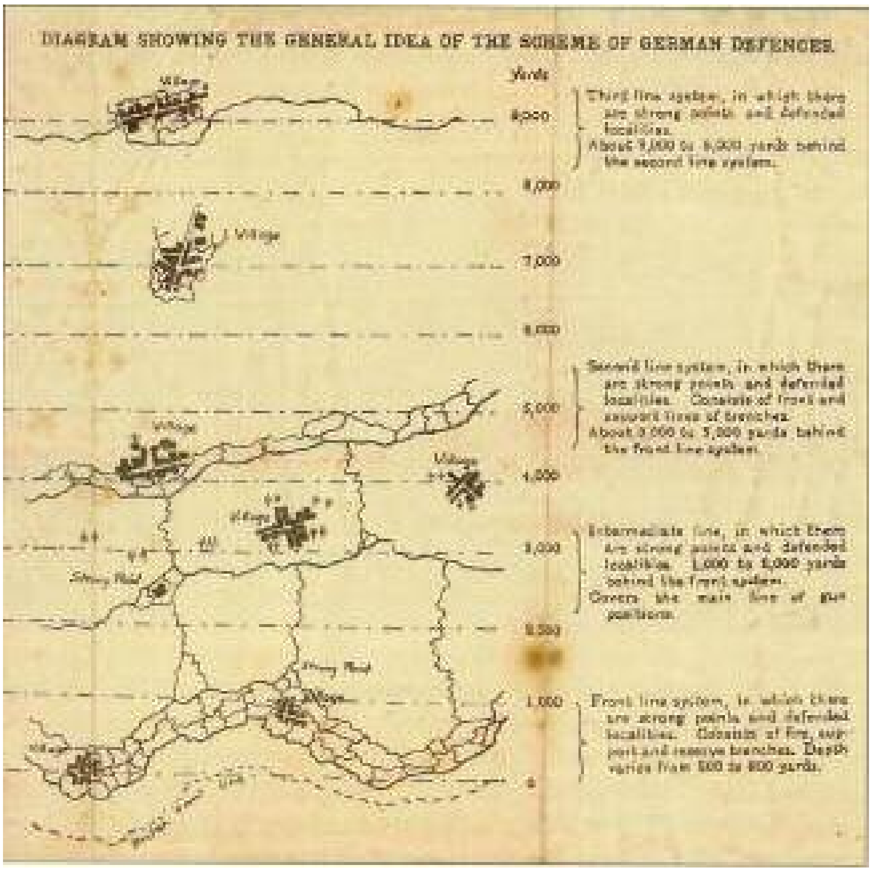
Mémorial de la bataille de la Somme de Thiepval. (c) Aerophotostudio

Une planification contrariée

Des enjeux tactiques mal maîtrisés

Avant même le début de la planification détaillée, le généralissime allemand, Von Falkenhayn, prend l'initiative sur le front Ouest et lance son offensive sur Verdun le 21 février 1916. Rapidement, l'état-major français n'est plus en mesure d'assumer ses ambitions sur la Somme, au profit de la Meuse. De l'effectif d'un groupe d'armées complet ne reste au final que la 6ème Armée, commandé par le général Fayolle. D'effort principal, cette armée est alors dédiée à la protection du flanc anglais. La BEF va donc assumer l'effort principal de l'offensive sur un front réduit en conséquence de 70 km à 40 km, de Gommecourt à Bapaume.

Les Britanniques engagent trois armées : la IIIème Armée du général Allenby, la IVème armée du général Rawlinson et une armée de réserve sous les ordres du général Gough, soit un total de 26 divisions d'infanterie et de 3 divisions de cavalerie, appuyées par 870 pièces de campagne et 470 pièces lourdes. En face, l'armée allemande aligne la IIème Armée du général Von Bülow. Forte de 8 divisions de ligne et 13 divisions de réserve, appuyée par 450 canons de campagne et 370 canons lourds. L'infériorité numérique est cependant largement compensée, les assaillants le découvriront à leurs dépens, par un système défensif particulièrement bien conçu et solidement construit, sur deux puis, à partir de mai, trois lignes de défense successives.



Point de défense allemand près de Mametz en 1916.
Collection Andrew Robertshaw.

MANŒUVRE EN DEUX TEMPS

Début mars 1916, Haig confie au commandant de la 4ème Armée (créée le 1er mars 1916), le général Rawlinson, la planification de l'offensive sur la Somme. Attentif aux enseignements récents de la guerre de tranchée et du rôle de l'artillerie lourde, mais conscient également de ses limitations de portée et de coordination avec l'infanterie, il développe une stratégie dite « *bite and hold* » (mordre et tenir). Il s'agit de conquérir les lignes ennemies une à une en limitant au maximum l'exposition de l'infanterie selon l'xpression « *to kill as many Germans as possible with*

DOSSIER

the least loss of ourselves » (tuer le maximum d'Allemands possible avec le minimum de pertes pour nous). Ainsi, après une préparation d'artillerie de plusieurs jours, l'infanterie, protégée par l'artillerie de campagne, doit s'emparer de la première ligne adverse. Elle doit la tenir le temps nécessaire à l'avancée des canons vers la ligne suivante (entre deux et trois jours). Une fois les deux lignes enfoncées, et le potentiel allemand entamé, l'armée de réserve de Gaugh et les divisions de cavalerie pourront déboucher sur Bapaume et Péronne, objectifs affichés de l'offensive. Haig rejette nettement cette première mouture qu'il juge timorée et manquant d'effet de surprise. Il demande à Rawlinson d'amplifier sa manœuvre jusqu'à saisir les deux lignes d'un seul mouvement. Mi-avril, Rawlinson revient avec un plan modifié en conséquence qui conserve néanmoins la phase préliminaire d'artillerie. A compter du 26 juin, les pièces britanniques doivent battre les positions ennemies, en atteignant leur paroxysme 30 minutes avant que l'infanterie ne s'élance, le 1er juillet, à 7h30. Au final, cette planification comporte deux défauts importants. La préparation d'artillerie empêche de facto tout effet de surprise sur la zone considérée. D'autre part, l'extension de la zone d'assaut d'une à deux lignes disperse l'effort d'appui de l'artillerie, déjà insuffisante pour garantir la saisie de la première ligne (*carte p.5*). A 7h30 le 1er juillet, après quatre jours de préparations d'artillerie intenses (5 obus tirés par soldat allemand), la BEF s'élance à l'assaut des lignes allemandes. Cette journée s'avèrera être la plus sanglante de l'histoire militaire britannique, autant du fait de déficiences dans la conservation du secret que par un contrat tactique difficile à honorer sur le terrain.

SECRET DÉFAILLANT

Si la préparation d'artillerie initiale finit de révéler les intentions alliées, le secret de l'offensive a depuis longtemps été éventé. Dès le 2 juin, Von Bülow alertait le Grand état-major allemand de l'imminence d'une attaque dans le secteur de la Somme. Malgré les efforts de camouflage des Alliés, la préparation d'une telle offensive ne peut être totalement dissimulée : plus de 3,5 millions d'obus doivent être transportés et stockés à proximité des lignes, 320.000 hommes sont acheminés et massés sur le front. Certaines maladresses donnent des indices sur les forces engagées. Ainsi, les observateurs allemands peuvent-ils comptabiliser 14 ballons d'observation, comme autant de divisions engagées en première ligne. La capture de soldats britanniques lors de coups de main nocturnes

Montée en ligne du 4ème bataillon du Worcester Regiment. Photographie de propagande.

Sortie de tranchée d'une section d'assaut britannique en 1916. IWM C0874

permet de soutirer de précieuses informations sur les formations de combat, sur leurs missions et sur l'opération en préparation. Les Allemands peuvent compter sur des stations d'écoute d'une portée de près de 3.000 m interceptant des communications parfois non codées. Assez rapidement, le renseignement allemand en arrive aux conclusions que l'attaque débutera entre le 27 juin et le 1er juillet. Enfin, la préparation d'artillerie, avec son intensification la dernière heure, finit de prévenir l'état-major allemand. Au lancement de la première vague d'assaut, la surprise n'est dès lors plus de mise.

COURSE AU PARAPET

Dans le combat qui oppose l'assaillant à son défenseur, l'artillerie acquiert progressivement un rôle capital. Afin d'exposer l'infanterie d'assaut au minimum, les belligérants ont développé une tactique dès fin 1915 consistant à disloquer les infrastructures et les champs de barbelés. Un matraquage en règle des positions doit obliger les soldats à s'y terrer dans leurs abris et les empêcher de rejoindre leurs positions de tir, le temps que les troupes d'assaut traversent le no man's land et atteignent la tranchée. L'assaillant et le défenseur sont donc engagés dans une véritable course au parapet qui dépend grandement de la capacité de coordination entre l'infanterie et l'artillerie. Néanmoins, en 1916, si l'idée est conceptualisée, elle ne dispose pas des moyens de communications nécessaires, radio en particulier. Pour pallier ce problème, une chronologie très précise est élaborée dans les états-majors. Fragile, parce que soumise aux aléas d'un assaut, elle montrera très rapidement ses limites, laissant des troupes isolées sans appui, perdre cette course. De leur côté, même si les troupes allemandes de la IIème Armée sont essentiellement composées de réservistes, elles ont développé des installations de grande qualité : abris de première ligne bétonnés, lignes de communications téléphoniques protégées et redondantes, positions d'artillerie à contre-flanc et points d'appui fortifiés. Plus encore, une troisième ligne défensive, hors de portée de l'artillerie moyenne alliée, est construite à compter du mois de mai. Si les deux premières lignes sont emportées, cette dernière doit laisser le temps de rassembler les renforts nécessaires pour briser l'assaut britannique. Au final, au soir du 1er juillet 1916, l'offensive a permis de prendre la première ligne allemande en de nombreux secteurs, voire d'accrocher la deuxième par endroits mais la BEF déplore la perte de 57.470 hommes dont 19.240 morts. Cependant, malgré les opportunités entrevues par Haig, le front allemand n'a pas été percé. Il ne le sera pas davantage lors des semaines qui suivront malgré les efforts, les sacrifices consentis et l'emploi, pour la première fois, des tanks. La bataille s'achève officiellement le 18 novembre, sur un gain minime de 8 à 12 km.

Le soutien logistique

Une nouvelle dimension

Le changement de nature de la guerre implique une transformation profonde des aspects logistiques dans le cadre d'une telle offensive. L'Army Service Corps (Service logistique de l'armée, ASC) suit, lui-aussi, l'évolution de la BEF. En 1916, tout comme l'infanterie, et l'artillerie, il se trouve en pleine mutation, tant dans ses missions que dans ses effectifs. En effet, l'ASC passera de 6.500 hommes en 1914 à plus de 300.000 en 1918.

A ce titre, l'approvisionnement en munitions d'artillerie devient un sujet de préoccupation majeur. Leur consommation atteint en effet des niveaux jamais vus auparavant, pour le British Expeditionary Force, comme pour les autres belligérants. L'approvisionnement, l'acheminement et le stockage des munitions d'artillerie devient un facteur clé dans la stratégie générale. Pour la Somme, plus de 3,5 millions d'obus doivent être accumulés. Si, en temps normal, l'allocation moyenne d'une pièce est de 18 obus, l'artillerie de la BEF tire plus d'1,7 millions de coups dès la première semaine de l'offensive. La chaîne d'approvisionnement de l'ASC va des îles britanniques aux premières lignes de front, via les ports français, de Rouen à Boulogne. Le constat est vite fait sur l'insuffisance des voies de communication vers la Somme. La préparation de l'offensive nécessite donc d'importants travaux de voirie. Des routes sont ouvertes, la voie de chemin de fer est doublée et un quatrième dépôt de munitions est ajouté à chaque corps d'armée. Malgré un camouflage poussé, ces travaux, très lourds, et ces préparatifs ne passent pas inaperçus aux observateurs allemands et viennent corroborer les conclusions des services de renseignement.

Pièce d'artillerie française en préparation pour la bataille de la Somme. (Imperial War Museum Q 70524 6)

Inspection d'un dépôt de munitions par le roi Georges V à l'été 1916. (Library of Congress)

Un apprentissage dans la douleur

Une armée britannique en transition

L'hécatombe de la bataille de la Somme provoqua très tôt une polémique qui perdure encore aujourd'hui. Elle fut aussi, pour la British Expeditionary Force (BEF), une prise de conscience sur les progrès à accomplir pour poursuivre la guerre.

Alors que les divisions d'assaut de la BEF venaient d'être très sévèrement éprouvées dès le premier jour, la poursuite de l'assaut a très rapidement posé question, autant dans l'opinion publique que dans la classe politique.

RÉSULTATS MITIGÉS

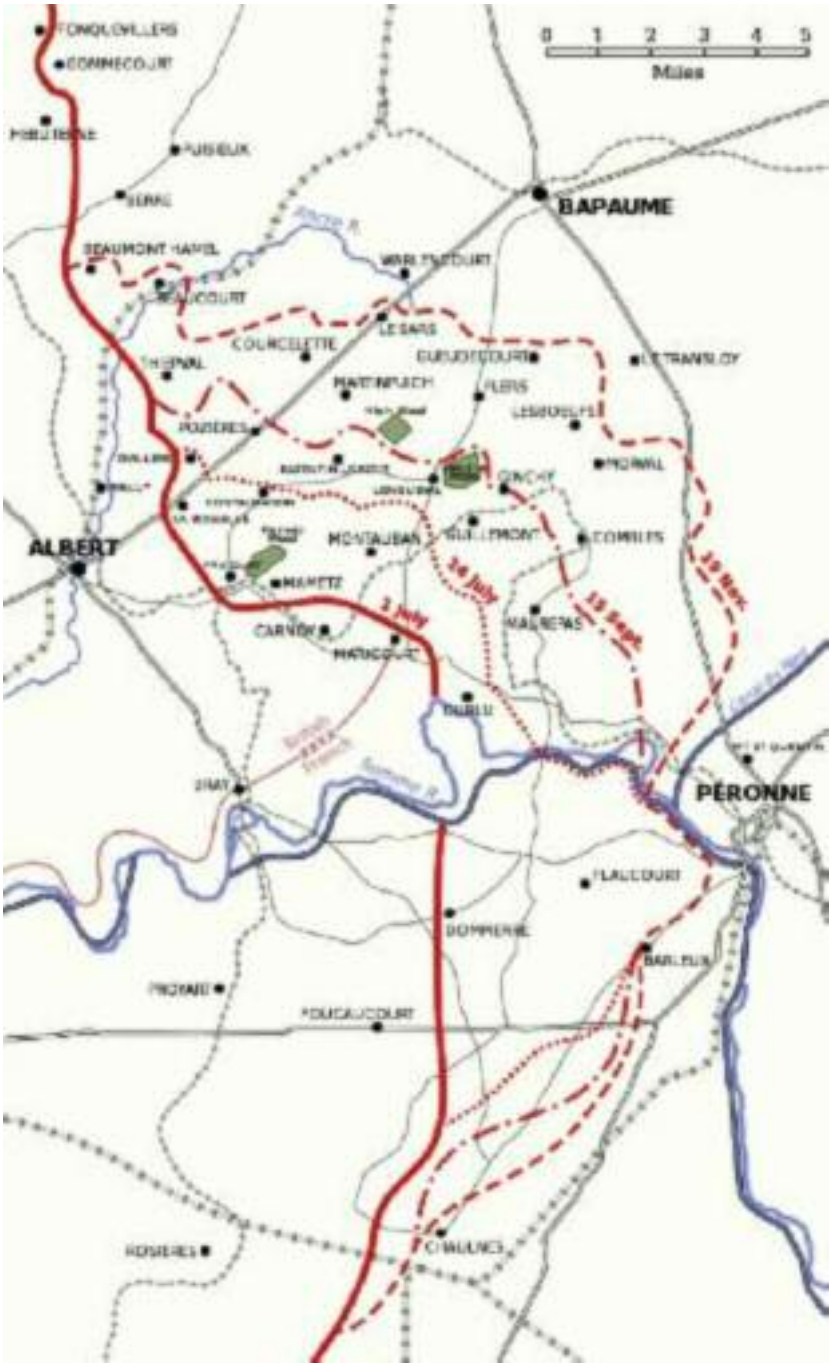
En premier lieu, il faut souligner que le coût humain de telles opérations n'était plus une surprise. Après les offensives coûteuses de 1915, l'état-major allié avait conscience que, pour percer le front sur un tel secteur et face à un tel ennemi, le prix à payer serait lourd mais justifié en cas de succès. La veille de l'assaut, Haig lui-même écrit s'attendre à perdre environ 40.000 hommes, par rapport aux 320.000 hommes engagés. Les états-majors ont toutes les peines du monde à suivre l'évolution de la situation. Le quartier général de la BEF se trouve à Montreuil, sur la côte de la Manche, à près de 80 km du front. En l'absence de moyens de communications adaptés au nouveau rythme des opérations, les prises de décisions se font souvent avec retard, parfois à l'aveugle, sur la base de comptes rendus erronés, datés, imprécis voire les trois à la fois. La poursuite des opérations, décidée au soir du 1er juillet, s'appuyait en partie sur le bilan provisoire de la perte de 16.000 hommes, loin des 57.000 réellement comptabilisés beaucoup plus tard. Si l'objectif initial, la percée, n'a pu être atteint, Péronne et Bapaume restant hors de portée tout au long de la bataille, les effets sur la stratégie allemande ont été réels. Indubitablement, conjuguée à l'offensive russe sur le front de l'Est, la bataille de la Somme a permis de soulager l'étreinte sur Verdun.

Après le 11 juillet, Von Falkenhayn fait passer ses forces sur la défensive dans le secteur de Verdun, évitant la chute de la ville à l'été. D'autre part, le rythme d'engagement imposé aux divisions allemandes, dès lors engagées sur deux secteurs, affecte profondément leur moral.

LACUNES À COMBLER

Mais pour la BEF, le bilan de la Somme est sévère. La réalité est qu'au 1er juillet 1916, si le corps expédi-

Char d'assaut britannique Mark I. Septembre 1916. (Imperial War Museum Q2486)



Avancée du front au cours de la bataille de la Somme du 1er juillet au 18 novembre 1916. (DR)

tionnaire britannique constituait un partenaire crédible aux côtés des Français, sa transition vers une armée de conscription n'était pas achevée. Sa capacité à assumer l'effort principal d'une telle offensive ne devait être atteint que fin 1916. Ainsi, le niveau de formation et d'aguerrissement des jeunes conscrits était insuffisant pour les lancer dans la fournaise de la Somme. Le rôle confié à l'artillerie, pour compenser cette faiblesse, a révélé les insuffisances d'une armée en pleine mutation, notamment le nombre de pièces engagées et l'inadaptation des munitions employées. La défaillance de la coordination artillerie-infanterie sur le terrain, problème endémique du premier conflit mondial du fait de l'absence de liaisons radios, rendait les fantassins particulièrement vulnérables à tout imprévu dans la planification. L'emploi, mi-septembre dans le secteur de Courcelette, de nouveaux moyens, comme le char d'assaut encore en développement, n'a pas davantage permis de faire pencher la balance en faveur des assaillants.

Les raisons de l'échec sur la Somme tiennent peut-être plus à l'assaillant qu'à l'adversaire. En provoquant la surprise sur Verdun, et par la menace qu'il fait porter sur les Français, Von Falkenhayn a su détourner l'effort principal des Alliés en reportant, le poids de la bataille sur la British Expeditionary Force. Au fur et à mesure que les Français se désengagent de la Somme, les Britanniques se retrouvent ainsi à assumer le choc principal de l'assaut, avec une armée qui n'a pas fini sa transformation. N'ayant pas encore complété sa mutation vers une armée de masse industrialisée, n'ayant pas totalement assimilé les enseignements des échecs de 1915, il est aisé, à posteriori, de comprendre ce qui a conduit à cette impasse. La BEF intégrera progressivement ces enseignements pour en démontrer sa maîtrise moins d'un an plus tard, lors de la victoire de la bataille de Messine en juin 1917.

La Grande Guerre illustrée d'un « Sammy »

En 2017, à l'occasion du centenaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis dans la première guerre mondiale, les éditions Albin Michel publiaient sous la forme d'un élégant carnet à l'italienne, un album illustré intitulé « La Grande Guerre vue par les Américains », avec en sous-titre « Carnet du Cpt. Alban B. Butler Jr. de la First Division, 1917-1919 ». Cette œuvre originale, adaptée en français, offre un témoignage très complet du quotidien des soldats du corps expéditionnaire américain ainsi que l'opportunité de découvrir la production méconnue de ce témoin privilégié du conflit.
Pour la population française de l'époque, « Sammy » désigne un militaire américain.

Rien ne prédestinait Alban Bernard Butler Jr. à prendre part à la Grande Guerre. Né le 9 août 1891 à San Francisco, Butler grandit en effet dans une famille à l'abri du besoin ; son père est le président de la florissante société pétrolifère National Oil & Development Co. à Oklahoma City.
Destiné tout naturellement à en prendre la succession, le jeune homme effectue de brillantes études aux universités de Yale et Harvard. Pourtant, il va s'engager début 1917 parmi les premiers éléments du corps expéditionnaire américain. Après un entraînement à Fort Myer (Virginie), il est nommé sous-lieutenant dans l'artillerie de campagne et rejoint la 1ère Division d'infanterie américaine (DI) en décembre de la même année. Il prend alors part à toutes les batailles majeures des troupes américaines. A partir du 11 octobre 1918, il devient l'aide de camp du major général (général de division) Charles Pelot Summerall, commandant la 1ère DI de juillet à octobre 1918. Détenteur de la croix de Guerre française (18 juillet 1918), Butler est promu capitaine à cette période. Il sera démobilisé le 15 octobre 1919. A son retour, il rejoint l'industrie pétrolière. Il se marie la même année mais n'aura pas de descendance. Il meurt en 1949 et est enterré au cimetière de West Point (Section I, emplacement 71).

Dessin et style

Parallèlement à ses activités d'officier puis d'aide de camp pendant le conflit, Butler, surnommé « Bud », va régulièrement mettre à profit ses talents de caricaturiste autodidacte déjà remarqués pendant ses années à Yale, où il publie dans le journal de l'établissement. Son travail fait l'objet d'une publication en 1913, dont quelques originaux sont conservés à la National Library of Ireland (fonds dédié à un camarade de promotion, Liam O'Leary). De plus, avant même d'être projeté en Europe, « Bud » croque son expérience des camps d'entraînement et en tire une quinzaine de pages qui seront publiées dès

« La plus belle batterie ». Compétition pour la meilleure décoration de l'emplacement des batteries, juillet 1918 p. 141 © Albin Michel

1917 sous le titre de « Training for the trenches ». La chronique illustrée de la Grande Guerre par Butler couvre son embarquement vers le vieux continent en septembre 1917 jusqu'à son retour aux Etats-Unis en septembre 1919, après un épisode d'occupation de l'Allemagne vaincue. Empruntant à la tradition des journaux américains qui dédient une page aux bandes dessinées drôles et caricaturales (les « funny papers »), il relate au profit des journaux de tranchées de ses unités d'appartenance des expériences du quotidien et des anecdotes marquantes. Un regard amusé mais réaliste, l'humour comme moyen de maintenir le moral des troupes ! Il va sans dire qu'on est à l'opposé de l'œuvre sombre d'un Otto Dix et bien plus proche du style du dessinateur Joe Sacco et de sa fresque sur la bataille de la Somme. Le travail de Butler est très apprécié. Le général Summerall témoigne : « *L'homme capable d'entretenir cette légèreté (et, partant, le moral des troupes) est un atout essentiel pour n'importe quel commandement. Le capitaine et aide de camp Alban B. Butler Jr. possède deux talents rares : un solide sens de l'humour et la capacité à l'exprimer de manière artistique. Il a, pour ainsi dire, manié la plume avec autant de force que l'épée, et ses dessins humoristiques constituent un précieux compte rendu de ces jours de tension et de combat qui étaient notre lot quotidien il y a dix ans. Pour les vétérans et ceux qui les ont suivis dans leur grande aventure, ces dessins réveilleront les souvenirs heureux de moments agréables, lorsque les tourments qu'ils ont pu endurer auront été oubliés* ».

Cantigny, première attaque américaine p. 119 ©Albin Michel

A peu près la moitié de la production de Butler est publiée, sous une forme ou une autre, à son retour au pays. Pourtant, par la suite, c'est lui qui présente à la Société de la Première Division l'ensemble des croquis exécutés dans le but de les rassembler dans un ouvrage, afin de les préserver. Ce faisant, il renonce à ses droits d'auteur. Sans qu'on dispose des détails de sélection, 100 planches sont retenues et organisées de manière chronologique dans l'opus « Happy Days! (A Humorous Narrative in Drawings of the Progress of American Arms, 1917-1919) », publié à l'origine pour marquer le dixième anniversaire de la fin de la première guerre mondiale.

Afin de mieux en percevoir le contexte, un titre et une légende (élaborée par qui et sur quelle base ?) ont été ajoutées en vis-à-vis des croquis. On dispose ainsi parfois d'une date approximative permettant de situer tel ou tel évènement. On peut cependant raisonnablement penser que le choix a consisté à mettre en avant quelques-uns des épisodes glorieux du « Big Red One », surnom de la 1ère DI, en référence à la couleur de son patch. En effet, cette division est particulièrement fière d'avoir été la première unité américaine à monter au front et à combattre en France. Elle s'est principalement illustrée à Soissons (mi-juillet 1918), un épisode souvent considéré comme le tournant de la guerre, à Saint-Mihiel puis lors de l'offensive en Meuse-Argonne. Elle a connu son premier engagement majeur à Cantigny.

En ce qui concerne le style adopté par Butler pour ses caricatures, on constate que mis à part les autorités militaires, le traitement des visages est plutôt basique et simpliste. Qualifiée de parfois un peu cynique mais jamais amère, chaque illustration est réalisée avec minutie. On sent que le dessinateur s'est approprié le sujet

avant de se lancer et qu'une multitude de détails techniques ou d'anecdotes transparaissent, soit au travers des éléments de contexte, soit au travers des dialogues minimalistes. Malgré le poste enviable qu'il occupe, ou peut-être justement grâce à celui-ci, Butler ne verse pas dans le populisme. Il n'absout pas non plus le haut-commandement de toutes ses erreurs et essaie parfois de se montrer pédagogue. Bien entendu, l'effet recherché étant de divertir, si les aspects tragiques de la guerre sont présents, ils sont lissés, car présentés concomitamment avec des éléments et/ou un contexte plus légers. Les dessins étant destinés aux soldats, les « dough boys », ainsi surnommés, alliés et ennemis ne sont pas épargnés, bien entendu. Butler décrit, à l'occasion, la vie à « l'arrière », souvent loin des préoccupations du front. C'est une sorte de havre consacré au « repos du guerrier ». Ce recueil de dessins constitue un témoignage coloré et très vivant d'une partie de la Grande Guerre, bien que biaisé du fait de son but avoué. C'est aussi ce qui a fait le succès d'un ouvrage plébiscité, car maintes fois réédité. Il faut cependant relever que le rôle des soldats noirs américains qui, tel que décrit, ne relève pas du « politiquement correct ». Aujourd'hui, la réalité historique n'est pas au rendez-vous mais reflète la vision ségrégationniste de la majorité des acteurs d'alors.

Par ailleurs, si les différentes éditions des croquis du capitaine Butler ne s'interrogent pas sur la singularité de son œuvre (avant et après), en réalité, l'évocation de la Grande Guerre par ce témoin s'étend aussi à un ouvrage assez original pourtant peu connu en Europe : « Mademoiselle from Armentières » (Press of the Woolly Whale, 1930). Ce chant populaire des combattants anglo-saxons compte jusqu'à une bonne centaine de déclinaisons autour du même refrain : « *Oh, Mademoiselle from Armentières, Parlez-vous, Oh, Mademoiselle from Armentières, Parlez-vous, […] Hinky dinky parlez-vous* ». Objet d'un succès d'édition, un tome complémentaire voit le jour cinq ans plus tard, toujours illustré par Butler. D'ailleurs, l'aura de Butler comme illustrateur du fait guerrier auprès des connaisseurs est telle qu'en 1933, la même maison d'éditions, spécialisée sur la Grande Guerre, lui propose d'illustrer un jeu de cartes à l'occasion des commémorations de l'Armistice. Le jeu ainsi illustré est dédié à une autre division, la 26ème Division d'Infanterie, également présente lors des combats de Cantigny et de Saint-Mihiel. Enfin, il collabore à plusieurs reprises à la publication à caractère militaire *American Legion Monthly*, organe de presse des vétérans américains du conflit.

Parallèlement, Alban Bernard Butler Jr. continue, pour son plaisir, à s'exprimer au travers de projets aussi divers qu'un récit de ses voyages de vacances ou encore de l'illustration de l'ouvrage de Mary Heaton Vorse, « The Ninth Man », une journaliste connue pour ses positions extrêmes (pacifiste, radicale, suffragette). Malheureusement, à ce jour, la totalité de la production de cet artiste ne semble pas avoir fait l'objet d'une recension exhaustive.

« La bataille de Paris » juillet 1918 p. 149 ©Albin Michel

Capitaine Eva Renucci
chargée de recherches
Service historique de la Défense

DANS LES LIVRES

L'ESCADRON BLEU

par Dominique Delort

Un général de corps d'armée (2S) raconte son baptême du feu quand, jeune capitaine, il se trouve à la tête du 1er escadron (théoriquement 160 hommes) du Régiment d'infanterie chars de marine (RICM), envoyé au Liban et au Tchad en 1977-1979. Le RICM, l'une des premières unités professionnalisées au temps de la conscription, est la plus décorée de l'armée française : Légion d'honneur, Médaille militaire, croix de Guerre des deux conflits mondiaux et des théâtres d'opérations extérieurs (17 palmes) et croix de la Valeur militaire (2 palmes). Le capitaine Delort livre ses réflexions et décrit les péripéties de ses 27 mois de commandement, dont 12 en opérations. Le 1er escadron, dénommé « bleu » pendant les opérations, part en mission secrète en Mauritanie mais rentre sans avoir rien fait. Ce sera pourtant son apprentissage opérationnel. Il enchaîne aussitôt une mission de maintien de la paix de l'ONU au Liban pour s'interposer entre les forces israéliennes et palestiniennes. Delort se sent responsable du bon comportement de ses hommes au combat. Et, il y en aura ! L'Escadron « bleu » le devient effectivement avec ses casques repeints en bleu, mais ses véhicules en blanc. Il participe aux combats du 2 mai 1978, car pris à partie par des combattants de l'Organisation de libération de la Palestine dans des embuscades. Il rétablit la situation permettant l'instauration d'un cessez-le-feu dans la plaine de Tyr. L'escadron tire 590 coups à la mitrailleuse de 12,7 mm et plus de 1.300 coups de fusil de 7,5 mm et 30 obus de mortier. Il perd un homme. Delort remplira la délicate mission d'écrire à sa famille, qu'il rencontrera à son retour en France. En effet , au bout de 6 mois, l'ONU autorise les marsouins de l'Escadron bleu à prendre une permission de 12 jours pour rejoindre leur famille en métropole. Par la suite, les opérations extérieures répétées poseront de sérieux problèmes parmi les couples et à la condition militaire. Cela a évolué depuis. Rapatrié sanitaire, le capitaine Delort, est nommé chevalier de la Légion d'honneur à titre exceptionnel. Dans son rapport de mission, il souligne les qualités indispensables du « soldat de la paix » : patience, sang-froid et grande discipline de feu. Le 12 novembre 1978, l'Escadron bleu part 134 jours au Tchad, en pleine guerre civile à laquelle est mêlée la Libye. Il doit assurer la sécurité des communications sur l'axe principal et aider les forces et l'administration tchadiennes à rétablir leur autorité mais sans se substituer à elles. Au cours de la « bataille d'Abéché » du 5 mars 1979, il tire beaucoup de munitions de divers calibres et perd encore un homme. Avec le Liban et le Tchad, tous les pelotons de l'Escadron bleu ont connu l'expérience du combat. Devenu président du Comité national d'entente 34 ans plus tard, le général Delort va œuvrer pour une juste reconnaissance des morts pour la France, qui aboutira à la loi du 28 février 2012, faisant du 11 novembre une commémoration globale.

Loïc Salmon

«L'Escadron bleu» par Dominique Delort. Editions Lavauzelle, 248 pages

L'ECOLE SPECIALE DES TRAVAUX PUBLICS, DU BÂTIMENT ET DE L'INDUSTRIE

Croix de Guerre 1939-1945

L'Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie (ESTP), « l'Ecole des grands projets », fait partie des 210 établissements habilités par la Commission des titres d'ingénieurs à délivrer un diplôme d'ingénieur. Fondée au Quartier Latin à Paris en 1891 par le conducteur des Ponts et Chaussées Léon Eyrolles, elle fut renforcée, avec l'aide de la profession, par le site de Cachan disposant de moyens de recherche et d'application. Deux générations de la famille Eyrolles ont ensuite dirigé l'ESTP jusqu'en 2008.

Formant annuellement 2.700 élèves, dont 10 % par la voie de l'apprentissage, précédemment rapprochée de l'Ecole nationale des arts et métiers, l'ESTP fait partie, depuis 2015, de la Communauté d'universités et d'établissements-Université de Paris-Est. Elle dispose de trois campus : Paris pour la formation continue et les mastères spécialisés (masters et post masters) ; Cachan et Troyes pour les formations initiales.

Ingénieurs, architectes, conducteurs de travaux et candidats aux licences professionnelles y sont diplômés dans cinq spécialités : bâtiment ; génie énergétique de la construction durable; mécanique et électrique ; topographie ; travaux publics.

Deux chaires portent désormais sur le génie civil nucléaire et l'ingénierie des bétons. La création de l'Institut de recherche en constructibilité en 2009 a marqué la prise en compte de l'optimisation dans toutes les composantes de l'acte de construire, dont l'intégration du développement durable.

Seconde guerre mondiale

L'ESTP s'honore de faire partie des trente-trois institutions civiles décorées de la croix de Guerre 1939-1945. Cette croix lui fut en effet décernée, notamment du fait de l'engagement individuel d'élèves et d'anciens dans les combats et la Résistance *(J.O. du 5 décembre 1952)*. Des élèves furent impliqués, dès la manifestation étudiante interdite et réprimée du 11 novembre 1940 à l'Arc de triomphe. Les locaux de Cachan, éloignés du siège parisien, furent mis à contribution : réunions de

La « Maison de famille », datant de 1903, associée à l'Ecole d'application de Cachan, arborait sur sa façade la croix de Guerre 1939-1945 le jour de la remise de cette décoration.

L'ECOLE SPECIALE DES TRAVAUX PUBLICS, DU BATIMENT ET DE L'INDUSTRIE

« Ceux de la Libération » et du «Conseil de la Résistance» ; camouflage de saint-cyriens parmi les élèves ; emploi de professeurs limogés ; distribution de tracts et de journaux, dont le futur *France Soir* ; fabrication de faux papiers ; caches dans les chambres et sous-sol de la « Maison de famille ».

La forte augmentation de l'effectif des promotions à partir de 1943 s'explique par la volonté d'éviter à de nombreux étudiants, de vocation et d'âges différents, un départ au service du travail obligatoire en Allemagne, alors imposé par l'occupant. Le bureau des élèves devint alors le « Bloc », intégrant les nouveaux et soudant les promotions en promouvant l'esprit « Etablissement des travaux publics » (ESTP).

Parmi les « ESTPiens » qui se sont illustrés au cours de la seconde guerre mondiale, citons à titre d'exemple : André Monty, as de l'aviation, abattu le 8 juin 1940 ; Louis Esparre et Pierre Doucet, fusillés le 28 mai 1943 au Mont Valérien ; Pierre Galais, résistant dans la troupe du colonel Fabien, mort au combat en Moselle le 26 octobre 1944, dont une rue d'Ivry-sur-Seine porte le nom ; Maurice Collard, membre du mouvement « Ceux de la Libération », mort à Buchenwald le 31 janvier 1945 ; Emile Doucet, professeur, membre du mouvement « Ceux de la Libération », déporté à Auschwitz puis à Buchenwald ; Feldenkrais, fondateur du premier club de judo français, qui travailla sur les sonars pour l'Amirauté britannique.

Certains élèves s'organisèrent en équipe de résistance autour du colonel Rol-Tanguy. Leur chef Louis Pucchinelli fut abattu par la Gestapo en juin 1944. En tout, 57 ingénieurs et 9 élèves ingénieurs trouvèrent la mort au combat ou en captivité au cours de la seconde guerre mondiale.

Léon Eyrolles, fondateur de l'ESTP.

La cérémonie de remise de la croix de Guerre eut lieu le 11 juin 1954. Le Livre d'or de l'Ecole porte la signature du président de la République René Coty, du ministre des Anciens Combattants René Muller, du ministre du Travail Paul Bacon et du général Zeller, gouverneur militaire de Paris.

La citation avec palme, à l'ordre de l'Armée, décrit l'Ecole comme un modèle d'esprit patriotique et un centre de résistance à l'oppresseur. Elle fait référence aux réunions de certaines organisations de résistance qui ont pu se tenir à l'ESTP, ainsi qu'à ses morts pour la France.

Le président de la République René Coty, entouré de Marc Eyrolles, fils du fondateur et prisonnier de guerre de 1940 à 1945, et d'officiers généraux. (Collection particulière).

Pierre Castillon
membre du conseil d'administration de l'ANCGVM

PERONNE (Somme)

Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Le 3 octobre 1913, la ville de Péronne, est autorisée à faire figurer dans ses armoiries la croix de la Légion d'honneur. Le rapport de présentation stipule que *ce droit est accordé : « Au nombre des villes frontières qui, aux diverses époques de notre histoire, ont eu à subir les assauts de l'ennemi, il en est peu qui possèdent dans leurs annales des titres aussi glorieux que la ville de Péronne. Le siège mémorable qu'elle soutient en 1536 contre les impériaux du comte de Nassau est devenu légendaire et suffisant à lui seul pour l'illustrer. Plus près de nous, le siège de 1870-1871, pendant lequel la ville de Péronne eut à supporter un bombardement des plus violents, constituent également des titres dont cette cité peut à bon droit s'enorgueillir. »*

Première guerre mondiale

Le courage, l'abnégation et la détermination, dont les Péronnais de 1914-1918 et 1939-1945 feront preuve, montreront qu'ils n'ont rien à envier à leurs prédécesseurs.

Les Allemands entrent dans Péronne le 28 août 1914. Ils l'évacuent, le 15 septembre, mais ils la réoccupent dès le 28 septembre. Jusqu'en 1917, les Allemands contrôlent 16 % du territoire de la Somme. Durant l'occupation, les Français des territoires occupés vont être soumis à des conditions de vie extrêmement dures. Les Allemands s'approprient des biens. A Péronne, ils s'emparent d'une brasserie, d'une charcuterie, d'un café, d'un café-concert et d'une blanchisserie.

Le lundi 30 septembre 1914, les Allemands informent, par voie d'affiche, que les armes doivent être déposées à la mairie avant mardi midi. Après cette date, les personnes chez lesquelles des armes seront trouvées seront fusillées. Un mois plus tard, une nouvelle affiche stipule que le maire doit remettre aux forces allemandes tous les soldats alliés qui viendraient à se trouver dans la ville et que les habitants qui cachent des militaires alliés armés seront fusillés. Les Allemands considèrent les hommes, les femmes et les enfants de plus de 9 ans des zones occupées, comme un réservoir de main d'œuvre. La population est donc soumise au travail forcé (travaux agricoles, forestiers ou entretien et construction de routes ou voies ferrées, etc.). A partir de l'automne 1914, des difficultés de ravitaillement apparaissent. A Péronne, le manque de nourriture fera de la semaine du 8 au 14 mai 1915 la plus pénible en matière alimentaire. Le travail forcé et les carences alimentaires engendreront l'apparition de maladies comme le scorbut, la tuberculose ou la diphtérie. La carence des services médicaux et pharmaceutiques français dans les zones occupées impose le recours aux médecins allemands pour soigner les habitants. A Péronne, ils ne se font pas payer.

Dès le début de l'occupation, les Picards de plus de 12 ans reçoivent l'ordre de saluer les officiers allemands en se décoiffant. Tout manquement à cet ordre est puni de trois mois de cachot. En conséquence, une manière de résister consistera à sortir la tête nue. De même, les Allemands interdi-

PERONNE (Somme)

sent d'arborer les trois couleurs nationales. Le 14 juillet 1915, trois jeunes filles, à Péronne, se promènent dans la ville habillées l'une en bleu, l'autre en blanc et la troisième en rouge.

Suite à des négociations menées par l'Espagne, un service de correspondance est mis en place entre les habitants de la France libre et ceux des régions envahies avec comme objectif de lutter contre l'isolement de la population des départements occupés. Mais les Allemands ne respectent pas les conditions énoncées.

En 1917, sur 754.894 messages, seulement 185.300 sont transmis par les Allemands. Ce qui fait dire au curé de Péronne : « *On est plus sévère pour nous que pour les prisonniers de guerre* ».

Au début de 1916, à Péronne, il n'est plus délivré de laissez-passer. Il n'y a donc plus de circulation entre les communes. En mars 1916, la population de Péronne est évacuée en direction des départements du Nord et de l'Aisne. Les forces allemandes évacuent la ville lors de leur repli sur la ligne Hindenburg en mars 1917. Ils la réoccuperont de mars à août 1918. En s'emparant, le 31 août 1918, à l'issue d'un combat de deux heures, du Mont Saint-Quentin situé au Nord de Péronne, la 2ème Division australienne libère la ville.

Le 24 août 1919, la commune reçoit la croix de Guerre 1914-1918 avec palme accompagnée de la citation : « *Cité qui, au cours de cette guerre, s'est montrée digne de son passé. Tombée dès les premières heures de la campagne sous le joug de l'envahisseur, délivrée en 1917, captive de nouveau en 1918, ayant vu la rage de l'ennemi détruire sur son territoire ce que le canon avait épargné, a mérité la reconnaissance du pays par la noblesse de son attitude.* »

Seconde guerre mondiale

En juin 1940, la région de Péronne, sera le lieu où le 22ème Régiment de marche de volontaires étrangers (MRVE) se couvrira de gloire. Ce dernier a été créé, le 24 octobre 1939, à Barcarès. Il est composé de volontaires appartenant à 47 nationalités différentes. Il fait partie de la 19ème Division d'infanterie.

Début juin, il se trouve au Sud de Péronne avec pour mission la défense de la route de Paris. Il résiste, du 5 au 7 juin 1940, aux assauts et aux bombardements de l'artillerie et de l'aviation ennemis. Encerclés, épuisés et en manque de munitions, les légionnaires se battent au corps à corps.

A l'issue des combats seuls 800 hommes seront valides sur les 2.500 que comptait l'unité. Le comportement du 22ème RMVE lui vaudra une citation à l'ordre de l'armée : « *Jeté dans la bataille bien qu'incomplètement équipé et à peine amalgamé, s'est particulièrement distingué sous les ordres du chef de bataillon Herman au cours des journées des 5, 6 et 7 juin 1940. Complètement entouré par les unités blindées ennemies, violemment bombardé tant par avions que par artillerie, a résisté héroïquement pendant quarante-huit heures à toutes les attaques, réussissant pendant ce temps à conserver l'intégrité des localités qui constituaient l'ossature de la position confiée à sa garde. N'a cédé que faute de munitions et écrasé par une supériorité matérielle considérable. A, par sa résistance, fait l'admiration de l'ennemi.* »

La ville de Péronne sera libérée le 1er septembre 1944 par l'armée américaine. Les combats de la deuxième guerre mondiale auront provoqué la destruction de 36 % des immeubles de la ville. Péronne recevra le 11 novembre 1948 la croix de Guerre 1939-1945 avec étoile de bronze accompagnée de la citation : « *Ville à l'esprit magnifique et au patriotisme exemplaire. Point de passage important, particulièrement visé en mai 1940. A eu le tiers de ses habitations détruites, sept de ses fils tués et vingt autres touchés. Surmontant courageusement ses épreuves et sa douleur, s'est remise avec cœur et acharnement au travail.* »

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

AMIENS (Somme)

Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

En 1914, Amiens, chef-lieu du département de la Somme, se trouve, géographiquement, sur l'axe de pénétration des forces allemandes qui ont pour objectif Paris. La ville sera occupée du 31 août au 11 septembre 1914.
Exceptée cette brève occupation, pendant toute la guerre, Amiens restera située à environ 30 km de la ligne de front. Elle deviendra la plaque tournante du soutien des forces engagées dans les combats de la Somme.
Vingt hôpitaux y sont installés. Une grande partie des 1.200.000 blessés de ces combats transiteront dans ces hôpitaux.
Autour d'Amiens, sont installés des camps d'entrainement et en particulier, à partir de 1917, américains. L'acteur américain Buster Keaton y effectuera sa formation.

Première guerre mondiale

La ville est à portée des canons allemands. Leurs tirs feront, parmi les civils, 152 tués et 213 blessés. Les dégâts sont importants : 731 immeubles détruits et près de 3.000 endommagés.
Lors de l'offensive de 1918, le front se rapproche jusqu'à 15 km. L'évêque d'Amiens, monseigneur du Bois de La Villerabel, craint que sa cathédrale soit comme celle de Reims, en 1914, victime de l'artillerie allemande. Il fait part de sa crainte au pape Benoit XV sans succès. Il prend donc l'attache du nonce Eugenio Pacelli (futur pape Pie XII), résidant à Munich. Ce dernier va convaincre le chancelier d'Empire qui fera cesser les bombardements en direction de l'édifice religieux.
En 1919, Amiens est décorée de la croix de Guerre 1914-1918 avec la citation suivante : « *A supporté durant quatre ans, avec un courage et une dignité sans défaillance, le bombardement et la menace de l'ennemi. Par sa fermeté devant le péril, par la bonne attitude de sa population, alors même que les vicissitudes de la lutte avaient ramené la bataille jusque dans ses faubourgs, a bien mérité de la patrie.* »

Seconde guerre mondiale

La reconstruction de la ville n'est pas terminée lorsqu'éclate le second conflit mondial. A partir du 20 mai 1940, les combats se déroulent autour d'Amiens. La ville est conquise le 8 juin.
Amiens sera le théâtre d'une opération aérienne spectaculaire au cours de la seconde guerre mondiale. Elle sera dénommée « Ramrod 564 », mais elle est plus connue sous le nom de « Jéricho ». Ce dernier résulte du titre du film réalisé, en 1946, par Henri Calef. Le 10 février 1944, le chef des « Allied Expeditionnary Air Forces » reçoit une demande pour bombarder la prison et ainsi éviter qu'à partir du 20 février 1944 les résistants emprisonnés soient fusillés. La demande est transmise au vice-maréchal de l'air Embry, commandant le 2ème groupe de la 2ème Force aérienne tactique. Ce dernier choisit le 140 Wing, commandé par le group captain (G/C, colonel) Pickard, pour mener à bien cette mission. L'attaque sera menée en 3 vagues de 6 Mosquito FB VI armés, chacun, de 4 bombes de 225 kg équipées de fusées à retard réglées à 11 secondes. Un Mosquito B IV de re-

AMIENS (Somme)

connaissance, piloté par le Flight Lieutenant (F/L) Wickham, filmera le résultat de l'attaque. Chaque vague sera protégée par une escorte d'avions Typhon. Le 18 février 1944, les avions décollent de Grande-Bretagne, sauf l'escorte de la première vague à cause des mauvaises conditions climatiques. Les avions volent au ras du sol. Certains passeront sous les lignes à haute tension.

A 12 h 03, la première vague, dont un avion a fait demi-tour, largue ses bombes. A 12 h 05, la femme du G/C Pickard entend leur chienne hurler à la mort. L'avion du commandant du 140 Wing vient de s'écraser au sol, abattu par un FW 190 allemand. L'avion du G/C Pickard occupait la dernière place de la deuxième vague. Le leader de l'attaque a fait ce choix pour estimer les dégâts et ainsi décider s'il était nécessaire que la troisième vague bombarde la prison.

A 12 h 06, la deuxième vague touche l'objectif. Après avoir survolé la prison et n'entendant pas le G/C Pickard lancer le message d'annulation de l'attaque de l'objectif par la troisième vague, le F/L Wickham lance le message « *Red, red, red* ». Immédiatement, la troisième vague fait demi-tour. Sur les 40 bombes larguées, 23 ont atteint l'objectif. Sur 700 prisonniers, dont 180 politiques, 194 réussirent à s'enfuir. On extraira des ruines 93 morts et 106 blessés. La population amiénoise profitera de l'aide qu'elle apporte aux victimes pour faciliter l'évasion des prisonniers. Parmi ces derniers, certains préféreront aider les blessés plutôt que s'enfuir, comme Antonin Mans, André Tempez et Léon Gontier. Le premier sera déporté à Neuengamme d'où il reviendra en 1945. Le second sera fusillé à Arras et le troisième mourra à Neuengamme. Beaucoup de questions concernant cette opération sont sans réponse : Pourquoi ? Qui en a fait la demande ?

La croix de chevalier de la Légion d'honneur est attribuée à Amiens avec la citation suivante : « *Amiens, capitale de la Picardie, chef-lieu du département de la Somme, s'est montré pendant la guerre 1939-1945, digne de son glorieux passé, ne cessant de donner l'exemple d'un courage magnifique et de la plus entière confiance dans les destinées de la France et de la République. Après avoir subi en mai 1940 de violents bombardements qui firent de nombreuses victimes et anéantirent près du tiers de ses habitations, la ville d'Amiens est demeurée dans la Résistance à la pointe du combat contre l'envahisseur. Mutilée de nouveau par les violents bombardements alliés supportés avec vaillance par ses habitants, elle fut libérée le 31 août 1944, après des exploits de ces combattants volontaires qui, notamment, sauvèrent de la destruction projetée le pont principal permettant aux Alliés de poursuivre avec rapidité leur marche victorieuse sur Arras, Lille et Anvers. Cette nomination comporte l'attribution de la croix de Guerre avec palme.* » Le corps des sapeurs-pompiers d'Amiens recevra la croix de Guerre 1939-1945 avec la citation : « *Très belle unité dont les membres ont eu, sous le commandement du capitaine Monnier Jean-Baptiste, pendant l'occupation ennemie, une conduite exemplaire tant du point de vue professionnel que de la Résistance. Au cours de très nombreux bombardements qui ont endeuillé leur cité, les sapeurs d'Amiens ont pu, grâce à leur abnégation, leur courage et leur inlassable dévouement sauver de nombreuses vies humaines malgré des graves dangers encourus. Connue comme le refuge des réfractaires au S.T.O., la compagnie de Sapeurs-Pompiers d'Amiens a incorporé dans ses rangs, avec le titre d'auxiliaire, de nombreux jeunes gens désignés pour l'Allemagne, et cela malgré deux arrestations dont une déportation à Dachau. A su toujours faire échec aux ordres des Allemands refusant notamment d'exécuter de nombreux transports pour l'occupant malgré les menaces reçues et a conservé en toutes circonstances une attitude particulièrement digne.* »

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

L'Escadron de chasse 3/3 « Ardennes »

L'Escadron de chasse 3/3 « Ardennes » a été décoré de la croix de la Valeur militaire le 11 novembre 2011 à l'Arc de Triomphe à Paris par le président de la République Nicolas Sarkozy.

Le Groupe de chasse 3/3 « Ardennes » est administrativement créé le 1er janvier 1944, à Rayack. Jusqu'au 24 mars 1941, les groupes de chasse étaient uniquement désignés par deux chiffres. Sauf deux groupes qui possédaient un nom de baptême officieux : « La Fayette » et « Les Cigognes ». Le premier chiffre correspondait au numéro du groupe et le deuxième à celui de l'escadre. A cette date, le général Valin décide d'attribuer à tous les groupes aériens un nom de province pour prouver aux Français de France que les Français de la France combattante pensaient à eux.

Le groupe est équipé d'Hurricane II C et il effectue des missions de protection au large de la Syrie et de la Palestine. Le 2 mai 1944, il est envoyé en Afrique du Nord où il reçoit des P-40 et des P-39. Il y poursuit ses missions de protection.

Le 24 septembre 1944, il arrive à Salon-de-Provence et est équipé de P-47 D. La citation reçue le 17 juillet 1945 illustre parfaitement son action au cours de la seconde guerre mondiale : « *Après avoir participé en Afrique du Nord aux opérations de surveillance des côtes, a été engagé le 31 octobre 1944 sur le front de France. Y a effectué en appui de la première armée française et au cours de reconnaissances offensives, 2.000 sorties en plus de 4.000 heures de vol. A causé au cours de ses missions, en dépit d'une D.C.A. redoutable, des pertes considérables à l'ennemi, coupant ses voies ferrées, détruisant ou endommageant ses moyens de transport, ses installations et ses cantonnements.* » Le groupe est dissout le 1er mars 1946.

Il a une existence éphémère sur Vampire du 1er janvier au 1er octobre 1950. En janvier 1953, il est de nouveau recréé et participe sur F-84F à l'opération de Suez en 1956. A l'issue de cette dernière, il est dissout.

Il est recréé, le 1er juin 1974, sur Mirage-5 F qu'il échange, en 1976, contre des Jaguar lorsqu'il reçoit comme mission la lutte anti-radar avec le missile AS-37 Martel. Pour détruire son objectif, ce dernier a besoin de se guider sur le faisceau radar de sa cible. Cette mission allait permettre à l'escadron de chasse 3/3 d'écrire une nouvelle page de gloire. Au début des années 1980, la Libye occupe le Nord du Tchad et elle a construit, à Ouadi-Doum, une base aérienne équipée d'installations radar. Elle constituait une menace pour N'Djamena. Le 7 janvier 1987, 4 Jaguar équipés d'AS-37, précédés de 2 Mirage F-1CR, sont soutenus par 4 avions ravitailleurs C-135 F. L'ensemble est protégé par 8 Mirage F-1C et guidé par un avion de patrouille maritime ATL-2. Tous se dirigent vers Ouadi-Doum. Arrivés à proximité de la base, les F-1CR montent brutalement à 6.000 pieds. Ils sont illuminés par le radar de la base qui est pulvérisé quelques secondes plus tard. Le lieutenant Wurtz, à bord du Jaguar A-100 émergeant de l'horizon, a capté l'émission du radar et a tiré l'AS-37.

Le 30 mai 1984, l'escadron reçoit des Mirage-2000D puis les opérations extérieures se succèdent au Kosovo, en Afghanistan, en Libye, au Mali et en Syrie.

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

Gironde - 33 - Bouliac

Assemblée générale du 8 mars 2018

Le 8 mars 2018 à 10h30, se déroule la 56ème assemblée générale de la section de Bordeaux les 2 Rives à la caserne de la Gendarmerie « Quartier Béteille » à Bouliac, sous la présidence d'honneur du général de corps d'armée Michel Cavaillé, président d'Honneur de notre association. Le président Eric Cresson ouvre la séance, le quorum étant atteint, les travaux peuvent débuter. Eric Cresson remercie pour leur participation les autorités civiles et militaires, les adhérents et sympathisants et porte-drapeaux d'Aqui-taine. Leur présence nous conforte dans notre mission de devoir de mémoire, de civisme envers les jeunes générations et de solidarité envers les soldats morts pour la France et/ou blessés en missions extérieures, sans oublier la participation de soldats sentinelles, gendarmes et policiers qui paient aussi un lourd tribut. Il est observé une minute de silence.

Parmi les personnalités : le directeur de l'ONACVG de la Gironde, Ludovic Banas, représente Didier Lallement, préfet de la Région Nouvelle Aquitaine ; le maire de Floirac et conseiller départemental, canton de Cenon, Jean-Jacques Puyobrau représente Jean-Luc Gleyze, président du Conseil départemental de la Gironde ; Valérie Drouhaut, conseillère départementale, canton de la presqu'île ; le commissaire divisionnaire Serge Blüge représente Brigitte Jullien, inspectrice générale zonale, pour la sécurité Sud-Ouest Nouvelle Aquitaine. Sont aussi présents : le capitaine de frégate Fabrice Demeuzy, commandant l'unité Marine de Bordeaux ; le colonel Laurent Gouhoux, de la Brigade aérienne d'appui à la manœuvre aérienne 4I 513 ; le major Jean Famette, commandant le peloton hors rang de l'escadron de gendarmerie de Bouliac. Notons la présence de deux majors : Xavier Normandin de la Police nationale et Nicolas Mistrot de la Compagnie républicaine de sécurité zonale du Sud-Ouest.

Avant de donner lecture du rapport moral, l'ancien président de la section Bordeaux les 2 rives et délégué départemental de la Gironde, Roland Dahan, remercie l'ensemble des membres du bureau et du conseil d'administration, qui l'ont accompagné durant plus de 20 ans, et le trésorier Jacques Fayet pour le bon travail accompli durant quatre ans et qui est remplacé par le trésorier-adjoint Jean Folia. Roland Dahan accepte le poste de 1er vice-président pour mener à bien la section durant les absences du major Cresson dans le cadre de sa réserve militaire (fin année 2016, 4 mois en Centrafrique et 4 mois au Mali en 2017). Roland Dahan a été reconduit par le président national au poste de délégué départemental pour l'année 2018. Puis, il donne ensuite des informations de la réunion extraordinaire du 23 novembre 2017 ayant pour objet création d'une section départementale en Gironde ou de deux sections Sud-Gironde et Nord Gironde. Ce rapprochement est deveniu nécessaire, compte tenu de l'âge de nos adhérents (plus de 80 ans) et de l'avenir incertain. Il fait savoir que des divergences sont apparues avec l'argumentation de présidents sur le mode de financement compliqué, la perte de territoire, d'où le lieu d'une base aérienne pour le recrutement, et une subvention allouée à cette même section par la municipalité. L'assemblée de la section Bordeaux les 2 rives donne mandat au président Eric Cresson pour défendre au mieux les intérêts de la section. Suit la lecture du rapport moral par le vice-président Dahan, celui d'activités par le secrétaire Marcel Sutre, du rapport financier par le trésorier Jacques Fayet, contrôle financier par Pierre Monnet, vérificateur aux comptes. Ces rapports ne font l'objet d'aucune remarque et, pris séparément, sont adoptés à l'unanimité par l'assemblée générale.

Ludovic Banas, directeur de l'ONACVG/33 fait l'éloge de notre association nationale, qui représente le courage, la mémoire et la solidarité. Il rappelle le rôle important que joue l'ONACVG, « *qui soutient les anciens combattants, déportés, pupilles de la nation, et plus récem-*

Gironde - 33 - Bouliac

ment les victimes du terrorisme et leurs ayants droit, également la gestion du Bleuet de France et participe à la mémoire du monde combattant auprès de la jeunesse ». A l'égard du président Dahan, il rappelle son parcours élogieux : plus de 40 ans au service associatif auprès des Croix de guerre et de la valeur militaire et du monde ancien combattant ; sa participation auprès de l'ONACVG/33 à la commission d'action sociale et les actions mémorielles en Gironde. Dans son engagement auprès de la jeunesse, il a été soutenu par son équipe de Bordeaux pour le développement social et de l'éducation populaire par le biais d'expositions sur le conflit 1914-1918 dans les collèges et écoles CM2. Il s'est impliqué lors des concours sur la Résistance et la déportation, les devoirs de mémoire et comme correcteur départemental auprès de l'Education nationale. D'autre part, l'Ecole d'éducation prioritaire CM2 de Saint Yzan de Soudiac a bénéficié d'un chèque de 2.000 euros remis par le président Dahan, via la FNAM qui a financé un voyage à Verdun pour les élèves. Il reste en poste comme 1er vice-président pour préparer la transition du président Eric Cresson, et le suppléer lors de ses absences dans le cadre de sa réserve militaire.

Jean-Jacques Puyobrau, maire de Floiranous, fait savoir « *qu'il est honoré d'être auprès des anciens combattants de la prestigieuse association ANCGVM, qui ont combattu pour préserver les valeurs de la liberté et de la démocratie en France et dans le monde. Les soldats de France et les forces de l'ordre continuent à mener ce combat contre la barbarie aveugle, le terrorisme qu'il nous faut combattre sans relâche pour maintenir nos valeurs essentielles de démocratie, de paix et de liberté. Soyons vigilants, ne tombons pas dans le piège de ces forces obscures où ces barbares voudraient nous y conduire* ».

Enfin, est honoré Marcel Barbary (104 ans), titulaire de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire, de la Croix de guerre 1939-1945 et de nombreuses décorations élogieuses. Il est probablement l'un des derniers survivants de la 1ère Division française libre de la Gironde, mais aussi le plus ancien porte-drapeau d'Aquitaine (70 ans en exercice) et probablement de France. Son parcours est l'illustration parfaite de l'abnégation, de la vaillance et du courage pour les jeunes générations, a qui il transmet, par le biais de son livre « Histoire d'une évasion », des valeurs essentielles : le respect, la solidarité humaine, le sens du sacrifice. Il a participé aux ultimes combats en Tunisie, à la libération de Rome, au débarquement à Fréjus et sur le front de l'Est. Il est applaudi longuement !! Un repas clôture cette journée sans pluie, ni froid.

Roland Dahan,
délégué départemental,
1er vice-président de la section Bordeaux les 2 rives

Ambert - 63 - Puy-de-Dôme

Hommage au lieutenant Paul Gorce (1893-1917)

Le 24 mars dernier, un hommage a été rendu au lieutenant Paul Gorce, à l'occasion du centième anniversaire de sa mort, à l'aérodrome d'Ambert qui porte son nom depuis 80 ans. Paul Gorce est né à Ambert en 1893. Après de brillantes études à l'Ecole centrale des arts et manufactures, il s'engage dans l'armée. Tout d'abord au 2ème Régiment d'artillerie de campagne, le jeune homme intègre l'aéronautique militaire dès 1916 et choisit de rejoindre le front. Il devient l'un des premiers officiers observateurs aériens et permet le réglage des tirs d'artillerie par radio. Une fonction qui l'amènera à participer à des missions des plus dangereuses. C'est lors de l'une d'elles, le 17 septembre 1917, qu'il est abattu à bord de son Forman par un tir de DCA près de Pettoncourt en Moselle. Déjà titulaire de la croix de Guerre, il est fait chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume. Paul Gorce venait de se fiancer, deux mois à peine plus tôt, à sa cousine, Thérèse Béraudy. A sa mort, la jeune femme, institutrice à Ambert, prit le deuil pour ne plus le quitter. Elle ne refit jamais sa vie.

C'est donc le 24 mars 2018 que la cérémonie eut lieu. Pour l'occasion, des membres de la famille de Paul Gorce étaient présents, et plus particulièrement sa petite nièce, Elisabeth Gaillard. Isabelle Bouex, directrice de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, qui a aidé les membres de l'aéroclub dans leurs recherches, a fait également le déplacement jusqu'à Ambert. Le dépôt de gerbe a été confié aux jeunes qui participent actuellement à la formation au Brevet d'initiation aéronautique, en présence du général Bertrand Valette d'Osia, délégué militaire départemental du Puy-de-Dôme et commandant la 4ème Brigade d'aéro-combat. Un piquet d'honneur d'aviateurs du Centre d'information et d'instruction des réserves de l'armée de l'air est venu de Clermont-Ferrand pour cet évènement. L'Union nationale des parachutistes de France a également été représentée. La « Marche des écoles de l'air » a été magistralement jouée par la musique d'Ambert.

André Combe
section du Puy-de-Dôme

Val-de-Marne - 94

Les femmes dans la Grande Guerre

Si les hommes ont tenu, c'est que leurs femmes n'ont cessé de les soutenir. Par leur dévouement aux blessés et aux œuvres philanthropiques et en s'investissant dans tous les domaines d'activités, les femmes ont donné des exemples d'énergie et d'efficacité durant toute la guerre. Cet engagement dans l'action va s'avérer déterminant quant au rôle qu'elles sont capables de tenir dans la société. Les femmes ont pris conscience qu'en l'absence des hommes, elles pouvaient assumer leur indépendance et vivre autrement. La Grande Guerre a été l'élément déclencheur de leur émancipation, qui va réellement s'enraciner dans la société française.

Pour des millions de femmes de soldat, commence un angoissant quotidien rythmé par l'attente des lettres et l'espérance de la fin du conflit. Hors l'angoisse de la mort de l'être aimé, se rajoutent les réalités du quotidien. Le mari n'étant plus là, il n'y a plus d'argent, car bien souvent à cette époque la femme restait au foyer et l'homme allait travailler, afin d'assurer une rentrée financière.

Ne disposant à l'époque d'aucune sécurité sociale, ni d'allocations familiales, ni d'indemnités de chômage, il va leur falloir trouver un revenu financier pour régler le loyer, nourrir et habiller la famille. Aussi ce rôle qui était, avant la guerre, dévolu aux hommes, va dorénavant être assumé par les femmes. Courageusement, elles vont faire face avec détermination et efficacité.

« Munitionnettes »

Dans une de ses lettres envoyées à son mari qui est au front, Marie-Catherine Vassivière écrit le 17 juin 1917 : « *Je mets toujours tout mon savoir-faire pour faire une bonne tourneuse et je pense que tu dois être content de ta femme, qui gagne 7 francs par jour.*»

Chose impensable pour une femme avant la guerre, Marie-Catherine travaille sur une machine-outil. C'est une « munitionnette ». Ce travail est exercé dans des conditions d'insalubrité et de pollution catastrophiques. Pendant que Marie-Catherine gagne 7 francs par jour, son mari, Louis, soldat de deuxième classe, touche une solde de 0,25 franc majorée par une « haute paye de guerre » de 0,10 franc, plus 0,50 franc en période de combat. Au total 0,85 franc par jour, ce qui fait une mensualité de 25 à 26 francs. Pour comparaison, un arrêté du 27 août 1917 fixe le prix du pain qui « *ne pourra excéder 0,55 franc le kilogramme* ». Suscitant réaction et admiration, les « munitionnettes » symbolisent l'investissement des femmes dans l'effort de guerre.

« Munitionnettes » dans une usine d'armement.

Infirmières

Dans des abris ou des baraquements signalés d'une croix rouge, des femmes vont soigner les victimes de la guerre. Grâce à elles, la médecine

va faire, en quatre ans, des progrès considérables. Malgré les moyens dérisoires mis à leur disposition, jamais ces soignantes ne perdirent la foi en leur idéal. Par leur présence au plus près des combats, elles ont redonné aux « poilus », meurtris dans leur chair et dans leur âme, leur dignité d'homme. En France, il n'existe que deux monuments dédiés aux infirmières qui trouvèrent la mort sur les champs de batailles de la Grande Guerre. Le premier est situé à Reims dans la Marne, le second à Pierrefonds dans l'Oise. Dans l'église Saint-Louis des Invalides à Paris, une plaque de marbre présente cette inscription : « *1914-1918. A leurs infirmières. Les soldats français* ».

Femmes soldats

Nicole Girard-Mangin est née à Paris, le 11 octobre 1878. Docteur en médecine, elle est la seule femme engagée officiellement dans l'armée française durant la première guerre mondiale. Mobilisée par erreur le 2 août 1914, sous le nom de Gérard Mangin, elle se retrouve à Bourbonne-les-Bains. Priée de rentrer dans ses foyers, elle insiste et comme l'armée manque cruellement de médecins, le Grand quartier général décide de l'engager. Avec abnégation et humanisme, elle assume ses fonctions à Verdun durant toute la durée de la bataille. En décembre 1916, elle est affectée à Paris où elle se voit confier la direction de l'hôpital Édith. Après la guerre, épuisée, déprimée et se sachant atteinte d'un cancer incurable, elle se suicide le 6 juin 1919.
Marie Marvingt est née à Aurillac le 20 février 1875. Sportive avant l'heure, c'est une pionnière de l'aviation. En 1915, sous une identité masculine et déguisée en homme, elle participe dans les tranchées à plusieurs actions militaires. Découverte au bout de quarante-sept jours, elle est renvoyée dans ses foyers. Opiniâtre, elle demande et est autorisée à rejoindre le 3ème Régiment de chasseurs alpins en tant qu'intervenante volontaire pour la Croix-Rouge. Après l'armistice, elle s'investit totalement dans le développement de l'aviation sanitaire. Elle décède le 14 décembre 1963, à 88 ans, à Laxou en Meurthe-et-Moselle.

Femmes et sport

Sous l'impulsion d'Alice Milliat, la Fédération sportive féminine de France est créée le 18 janvier 1918. Dès la fin du conflit, les pouvoirs publics vont promouvoir une politique nataliste pour compenser les pertes en vies humaines provoquées par la guerre. Afin de concevoir de « beaux enfants », les femmes sont encouragées à pratiquer des exercices physiques. Mais leur adhésion aux pratiques sportives dépasse rapidement le simple objectif d'hygiène et de santé. Elles prennent du plaisir et s'investissent sérieusement dans les compétitions. Le 31 octobre 1921, est créée la Fédération sportive féminine internationale qui mènera à la première participation des femmes aux Jeux olympiques d'Amsterdam en 1928, où 21 nations déléguèrent 277 athlètes féminines.

Michel Merckel,
section du Val-de-Marne

Course d'infirmières en 1916

CARNET

DÉCÈS

Section du Finistère

Jean-Jacques LECORRE

Section des Graves

Germaine DUCHATEAU

Section de Lille

Victor DESMET

Compagnon de la Libération

Section du Puy-de-Dôme

André CARTEAU

Yves LAMBERT

Jeanne-Marie VIGIER,

veuve de Bernard VIGIER,

ancien président

de la section

DÉCORATIONS

LÉGION D'HONNEUR

Au grade de Chevalier :

Section de Montreuil-sur-Mer

Jean FLEURY

Section du Puy-de-Dôme

André COUDERT

Section du Val-de-Marne

Michel BUGEAUD

Jacki GACHE

Section de la Vendée

Robert PROUST

René TORTOSA

L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE ADRESSE SES SINCÈRES CONDOLÉANCES

AUX FAMILLES ENDEUILLÉES ET LES ASSURE DE TOUTE SON AMITIÉ.

ELLE FÉLICITE CHALEUREUSEMENT LES DÉCORÉS.

Carte du combattant

Pour tout renseignement concernant la carte du combattant et ses droits, vous pouvez vous adresser au bureau de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) de votre département.
www.onac-vg.fr/fr

Hôtellerie IGESA

Vous pouvez bénéficier des prestations de l'Institution de gestion sociale des armées (IGESA) pour l'hôtellerie avec inscription individuelle en scannant votre carte du combattant ou celle du titre de Reconnaissance de la nation (TRN).
Ensuite, vous l'envoyez en pièce jointe par internet à l'adresse suivante : *www.igesa.fr*
Téléphone : 04 95 55 20 20